



Industrie
Canada Industry
Canada

BULLETIN TRIMESTRIEL SUR LA

PETITE *entreprise*

VOL. 6, n° 3, novembre 2004

www.strategis.gc.ca/trimestrielPME

GRANDES *tendances*

- Entre le deuxième trimestre de 2003 et le deuxième trimestre de 2004, les petites entreprises (moins de 100 employés) ont perdu près de 1 600 emplois, ce qui équivaut à 1,7 % des emplois nets créés dans l'économie canadienne.
- On a enregistré 2 048 faillites commerciales au deuxième trimestre de 2004, soit une diminution d'environ 11 % par rapport au trimestre correspondant de 2003.
- Les prêts en cours consentis aux entreprises¹ par les banques à charte se sont chiffrés à 93,2 milliards de dollars au deuxième trimestre de 2004, soit une hausse de 2,5 % par rapport au trimestre correspondant de 2003. Les prêts de moins de 500 000 \$ représentaient environ 20 % de l'ensemble des prêts consentis aux entreprises.
- L'encours de la dette des petites et moyennes entreprises contractée auprès des banques canadiennes a été ramené de 48,2 milliards de dollars en 1998 à 45 milliards en 2002, soit une diminution d'environ 6 %.
- Il y avait 2,5 millions de travailleurs indépendants au premier trimestre de 2004, soit une hausse de 2,2 % par rapport au trimestre correspondant de 2003.

¹ Cette donnée n'inclut pas les hypothèques non résidentielles, les prêts agricoles, les engagements des clients au titre d'acceptations ni les autres prêts aux entreprises.



LES PETITES ENTREPRISES EXPORTATRICES :

plus importantes qu'on ne le pensait

Comme le montre un nouveau rapport de la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada, les petites entreprises contribuent bien plus aux exportations qu'on ne le croyait.

Bien que les exportations représentent un segment vital de l'économie canadienne – 41 % du produit intérieur brut du Canada en 2002¹ –, la contribution des petites entreprises aux exportations est généralement perçue comme étant très faible, en partie en raison du mode de présentation des données sur les exportations. Avant 2001, ces données étaient présentées d'après l'importance des exportations et non d'après la taille de l'entreprise. Les petits exportateurs étaient définis comme des « entreprises exportant pour moins d'un million de dollars annuellement » et, en 2001, leurs exportations représentaient 1,6 % de la valeur de l'ensemble des exportations.

Le nouveau rapport d'Industrie Canada a établi les profils des exportateurs selon la taille de l'entreprise, ce qui donne un tableau très différent. Selon ces nouveaux profils, 85 % des exportateurs canadiens sont des petites entreprises (moins de 100 employés). Qui plus est, comme l'indique le rapport, en 2002, les exportations des petites entreprises représentaient 20 % de la valeur totale des exportations, soit une proportion bien plus élevée que la proportion de 1,6 % rapportée pour les petits exportateurs. Les exportations des entreprises de taille moyenne représentaient 16 % de la valeur totale des exportations, et celles des grandes entreprises, 64 %. La valeur moyenne des exportations des petites

(suite à la page 2)

SOMMAIRE

Création d'emplois	3
Faillites commerciales	4
Travail indépendant	5
Coup d'œil sur l'économie	5
Financement	7
Faits nouveaux	8



(suite de la page 1)

entreprises s'élevait à 2,3 millions de dollars en 2002. Il est clair que petite entreprise ne signifie pas petit exportateur.

Néanmoins, la proportion d'exportateurs est moins élevée parmi les petites entreprises que dans l'économie dans son ensemble. Le pourcentage d'exportateurs parmi les petites entreprises est de 1,4 %, par rapport à 37,7 % chez les grandes entreprises. Par conséquent, il semble possible d'augmenter le nombre de petites entreprises exportatrices et, par le fait même, leur part de la valeur totale des exportations.

Comme le montre également le rapport, les exportateurs canadiens sont plus actifs dans l'ensemble que leurs homologues américains. En 2001, les petites entreprises canadiennes ont exporté en moyenne pour 2,7 millions de dollars canadiens, tandis que les entreprises de taille moyenne et les grandes entreprises ont respectivement exporté pour 13 millions et 208 millions de dollars. En moyenne, les petites entreprises américaines ont exporté pour 0,9 million de dollars² et les entreprises de taille moyenne et les grandes entreprises, pour 4,5 millions et 90 millions de dollars par an, respectivement. Ces différences reflètent en partie la taille des marchés nationaux où évoluent ces entreprises.

Le graphique 1 présente la répartition de la valeur des exportations selon la taille de l'entreprise pour

différentes industries en 2002. Dans toutes les industries autres que l'industrie manufacturière et l'industrie de l'exploitation minière, gazière et pétrolière ainsi que des services publics, la contribution des petites entreprises aux exportations est plus importante que celle de toutes les autres catégories d'entreprise. Par contre, les petites entreprises sont à l'origine d'à peine 9 % des exportations du secteur manufacturier par rapport à 75 % pour les grandes entreprises.

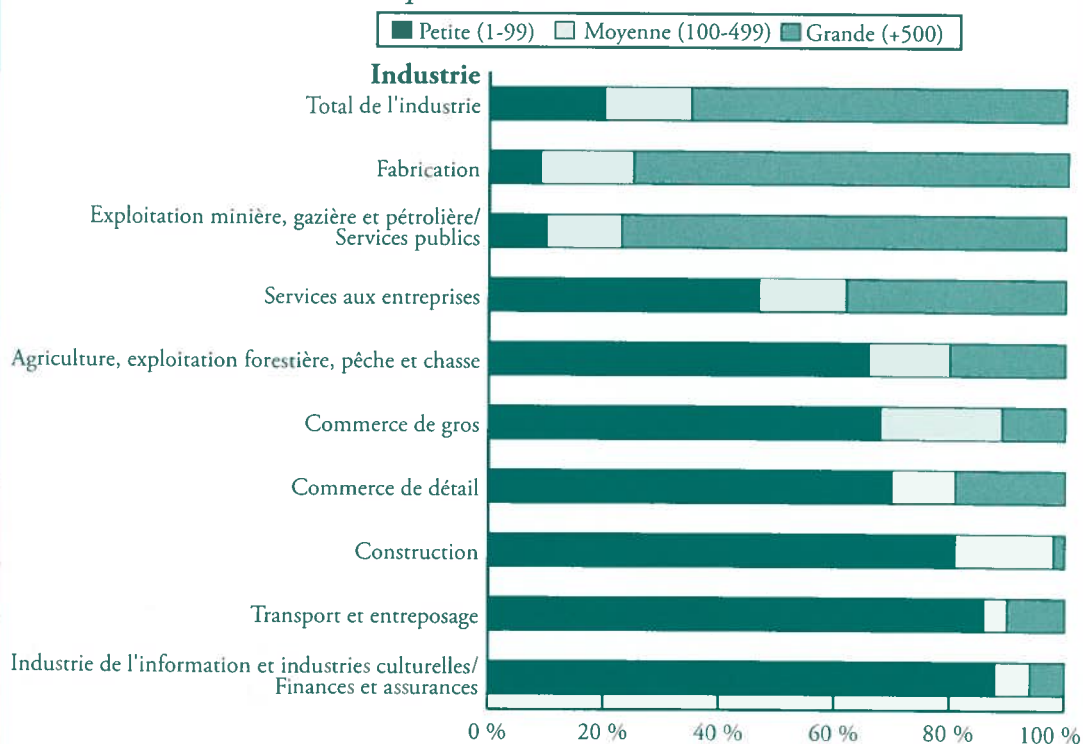
Il faudra peut-être réviser les perspectives concernant les exportations des petites entreprises à la lumière des nouveaux profils d'exportateurs établis selon la taille de l'entreprise. On considère maintenant que les petites entreprises contribuent bien plus à la valeur totale des exportations. Néanmoins, le taux de participation de ces entreprises aux exportations demeure très faible, ce qui donne à penser qu'il existe encore des obstacles. On envisage d'étudier plus en profondeur les liens entre l'exportation et la croissance des entreprises.

Le rapport pourra être consulté sous peu dans le site Web Recherche et politique de la petite entreprise, à www.strategis.gc.ca/recherchepe.

¹ Statistique Canada, CANSIM, tableau 380-0002 et n° de catalogue 13-001-X1B.

² La valeur des exportations pour les entreprises américaines a été convertie en dollars canadiens d'après le taux de change de 2001 obtenu de la Banque du Canada.

Graphique 1 : Répartition des exportations, selon la taille de l'entreprise, par industrie, 2002



Source : Statistique Canada, *Registre des exportateurs canadiens*, juillet 2004.

CRÉATION d'emplois

Selon les données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* (EERH) de Statistique Canada, près de 94 000 emplois nets (emplois rémunérés) ont été créés entre le deuxième trimestre de 2003 et le trimestre correspondant de 2004 (tableau 1). Ce gain est beaucoup moins important que celui réalisé entre les deuxièmes trimestres de 2002 et de 2003, soit 295 000 emplois. Le tableau 1 révèle que la totalité de la croissance de l'emploi enregistrée entre le deuxième trimestre de 2003 et le deuxième trimestre de 2004 provient des grandes entreprises (500 employés et plus). Les petites et les moyennes entreprises (moins de 100 employés et de 100 à 499 employés, respectivement) ont quant à elles accusé des reculs de 1,7 % et 9,9 % dans la création nette d'emplois sur cette période.

Le tableau 2 présente une ventilation de la variation nette de l'emploi rémunéré, selon l'industrie et la taille de l'entreprise. La variation nette correspond à la différence entre le niveau moyen de l'emploi au cours de la période de quatre trimestres se terminant au deuxième trimestre de 2004 et le niveau moyen au cours des

quatre trimestres précédents. Près de 95 000 emplois nets ont été créés au cours de cette période. La plus grande partie de ce gain, soit 60 %, était attribuable aux grandes entreprises, par rapport à 31 % pour les petites entreprises. Parmi les petites et moyennes entreprises, se sont celles comptant de 5 à 19 employés qui ont créé le plus d'emplois.

La plus importante perte d'emplois (54 087) a été enregistrée dans l'industrie manufacturière; elle correspond à 57 % du total net de la création d'emplois. Par ailleurs, trois industries ont créé 104 % du total net canadien. Ces industries sont celle des soins de santé et de l'assistance sociale (38 %), celle du commerce de détail (34 %) ainsi que celle des services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement (32 %). Chez les petites entreprises, les industries qui ont le plus contribué à la création d'emplois étaient celle de la construction (75 %), celle des soins de santé et de l'assistance sociale (32 %), celle des autres services (17 %) et celle des services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement (16 %).

Tableau 1 : Variation nette sur 12 mois de l'emploi rémunéré, par trimestre, selon la taille de l'entreprise, Canada, du premier trimestre de 2001 au deuxième trimestre de 2004

Trimestre	Variation nette totale		% de la contribution à la variation nette totale selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés)								
	%, sur 12 mois	Emplois, sur 12 mois	0-4	5-19	20-49	50-99	0-99	100-299	300-499	100-499	500+
T1 2001	3,7	445 716	10,2	1,3	8,2	6,1	25,8	11,4	3,6	15,0	59,2
T2 2001	2,8	344 534	2,0	8,8	13,3	12,1	36,2	11,0	2,7	13,7	50,1
T3 2001	1,8	220 349	30,4	2,6	17,3	15,8	66,1	0,1	-1,0	-0,9	34,8
T4 2001	0,9	118 891	33,4	39,9	36,0	13,9	123,2	-18,7	-39,8	-58,5	35,3
T1 2002	0,9	109 548	-10,5	32,4	43,3	37,1	102,3	-8,6	-26,8	-35,4	33,1
T2 2002	1,7	219 942	-2,2	5,4	36,9	37,7	77,8	14,1	-16,4	-2,3	24,5
T3 2002	2,9	371 463	-0,5	1,0	24,1	25,5	50,1	16,7	-8,7	8,0	41,9
T4 2002	3,7	468 364	-1,0	2,0	22,3	23,7	47,0	13,1	-1,9	11,1	41,9
T1 2003	3,3	417 855	1,6	-0,2	17,6	19,7	38,7	13,1	2,8	15,9	45,4
T2 2003	2,3	295 447	4,5	0,3	9,6	9,5	23,9	12,4	4,5	16,9	59,2
T3 2003	1,0	133 500	9,0	-5,9	14,3	15,7	33,1	16,6	11,4	28,0	38,9
T4 2003	0,7	88 971	7,3	-15,3	18,5	29,4	39,9	17,6	13,8	31,4	28,7
T1 2004	0,5	63 120	1,3	19,9	15,9	25,8	62,9	0,6	-37,4	-36,8	73,9
T2 2004	0,7	93 736	-20,0	92,5	-28,9	-45,4	-1,7	-31,3	21,3	-9,9	111,7

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* (EERH), septembre 2004.

(suite à la page 4)



(suite de la page 3)

Tableau 2: Variation annuelle nette sur 12 mois¹ de l'emploi rémunéré², selon l'industrie et la taille de l'entreprise, du troisième trimestre de 2002 au deuxième trimestre de 2004

Industrie	Variation nette totale		Variation nette totale selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés)								
	%, sur 12 mois	Emplois, sur 12 mois ⁴	0-4	5-19	20-49	50-99	0-99	100-299	300-499	100-499	500+
Exploitation forestière ³	-9,8	-5 852	-544	-169	-78	676	-115	1 029	—	—	—
Exploitation minière, gazière et pétrolière	6,3	9 113	405	-57	771	109	1 228	2 349	743	3 092	4 792
Services publics	3,2	3 682	37	167	-326	-173	-295	-1 124	-381	-1 504	5 481
Construction	4,3	27 264	5 325	5 364	6 967	4 385	22 040	4 257	2 090	6 347	-1 123
Fabrication	-2,6	-54 087	-1 854	-1 975	-1 519	-3 993	-9 342	-342	2 267	1 925	-46 670
Commerce de gros	-0,4	-3 040	-2 523	173	-2 780	9	-5 121	-911	255	-656	2 737
Commerce de détail	2,1	32 468	-1 992	2 436	-1 267	1 068	244	-6 254	-1 708	-7 962	40 187
Transport et entreposage	-1,3	-7 781	-129	439	1 098	1 918	3 327	-318	930	612	-11 719
Industrie de l'information et industries culturelles	1,9	6 312	110	48	645	1 843	2 646	2 376	-2 447	-71	3 737
Finances et assurances	-0,1	-310	-1 263	904	-197	1 232	676	3 136	155	3 291	-4 277
Services immobiliers et services de location et de location à bail	0,4	937	1 629	-861	30	-1 110	-312	-1 640	322	-1 318	2 566
Services professionnels, scientifiques et techniques	0,1	533	1 999	1 735	-1 513	-1 039	1 182	600	2 204	2 804	-3 453
Gestion de sociétés et d'entreprises ³	-1,5	-1 327	-161	218	-453	-509	-906	-530	—	—	—
Services administratifs et services de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	5,2	30 172	385	1 097	659	2 582	4 723	4 523	-1 791	2 732	22 718
Services d'enseignement	-0,2	-1 837	187	152	107	949	1 395	-1 460	1 777	317	-3 551
Soins de santé et assistance sociale	2,7	36 015	-73	5 475	2 657	1 230	9 289	501	3 346	3 847	22 880
Arts, spectacles et loisirs	1,8	4 199	509	708	-167	-734	316	704	955	1 659	2 226
Hébergement et services de restauration	-2,0	-15 755	-618	-1 296	-1 770	-3 723	-7 406	-8 568	-2 027	-10 595	2 245
Autres services (sauf les administrations publiques)	1,8	8 796	-1 217	4 892	2 010	-739	4 945	1 878	444	2 322	1 529
Administrations publiques	3,4	25 330	-27	-12	-237	1 201	925	1 994	-819	1 175	23 231
Total pour le Canada⁴	0,7	94 832	185	19 436	4 637	5 182	29 439	2 199	6 000	8 199	57 194

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* (EERH), septembre 2004.

¹ La variation nette sur 12 mois de l'emploi rémunéré correspond à la différence entre le niveau moyen d'emploi au cours de la période de quatre trimestres se terminant au deuxième trimestre de 2004 et le niveau moyen au cours des quatre trimestres précédents.

² Les données de l'EERH excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent pas de salaire et les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux et services militaires de défense. Les données ventilant l'emploi selon la taille des entreprises ne comprennent pas les entreprises non classifiées.

³ Les données se rapportant aux entreprises qui comptent 300 employés ou plus sont supprimées par souci de confidentialité, mais elles sont incluses dans les totaux se rapportant à la taille et aux industries.

⁴ La variation totale nette de l'emploi dans chaque industrie et selon la taille de l'entreprise peut ne pas correspondre à la somme des différents totaux car ceux-ci ont été arrondis.

FAILLITES commerciales

On a enregistré 2 048 faillites commerciales au Canada au cours du deuxième trimestre 2004¹, soit une baisse d'un peu plus de 11 % par rapport au trimestre précédent (2 308) ainsi que par rapport au deuxième trimestre de 2003 (2 312). Quatre secteurs, soit ceux de la construction (318), du commerce de détail (291), de l'hébergement et des services de restauration (236) ainsi que celui du transport et de l'entreposage (216), comptaient à eux seuls pour la moitié des faillites commerciales.

Au deuxième trimestre 2004, le passif lié aux faillites était de 671 millions de dollars, soit une augmentation de 1,4 % par rapport aux 662 millions enregistrés au trimestre précédent. Le passif moyen s'est établi à 328 000 \$ par entreprise faillie, soit une hausse de 14 % par rapport au premier trimestre (287 000). L'industrie de l'information et les industries culturelles constituaient le quart du passif du deuxième trimestre, alors que ce secteur ne représentait que 1,8 % du nombre des entreprises faillies.

¹ Depuis le premier trimestre de 2004, le Bureau du surintendant des faillites présente ses données selon les codes du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord plutôt que selon la classification type des industries. Ce changement de méthode pourrait avoir affecté l'exactitude des comparaisons présentées dans ce texte.

TRAVAIL *indépendant*

L' Enquête sur la population active de Statistique Canada distingue cinq catégories de travailleurs indépendants :

- propriétaires actifs d'une entreprise constituée en société avec aide rémunérée;
- propriétaires actifs d'une entreprise constituée en société sans aide rémunérée;
- propriétaires actifs d'une entreprise non constituée en société avec aide rémunérée;
- propriétaires actifs d'une entreprise non constituée en société sans aide rémunérée;
- travailleurs familiaux non rémunérés.

En utilisant des tableaux spéciaux de l'*Enquête sur la population active*, la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada a établi le profil des professions pour les différentes catégories de travailleurs indépendants. Le tableau 3 présente la répartition des travailleurs indépendants ainsi que celle des employés selon 32 types de profession à divers niveaux de regroupement.

En 2003, quatre groupes professionnels représentaient 67 % des travailleurs indépendants. La majeure partie d'entre eux étaient des professionnels de la gestion (20 % des travailleurs indépendants) et du secteur des ventes et des services (19 %). Venaient ensuite les gens de métiers et les conducteurs de matériel de transport et d'équipement lourd (16 %) et les travailleurs indépendants exerçant des fonctions propres au secteur primaire (12 %).

Tout comme en 2002, les professionnels de la gestion représentaient en 2003 la majeure partie des propriétaires actifs d'une entreprise constituée en société avec aide rémunérée (43 %) et des propriétaires actifs d'une entreprise non constituée en société avec aide rémunérée (27 %). Toutefois, ces proportions ont connu respectivement un recul de trois et de deux points de pourcentage par rapport à 2002. Pour les autres corps de métier, les proportions sont restées sensiblement les mêmes que l'année précédente. Quant aux travailleurs familiaux non rémunérés, 44 % d'entre eux occupaient des professions propres au secteur primaire et 23 % étaient dans le secteur des affaires, des finances et de l'administration.

Trois groupes de professions constituaient 60 % de l'ensemble des employés. En effet, le secteur des ventes et des services représentait 27 % des employés, suivi du secteur des affaires, des finances et de l'administration (19 %) et des gens de métiers et des conducteurs de matériel de transport et d'équipement lourd (14 %).

(suite à la page 6)

COUP D'ŒIL sur l'économie

Données au 30 septembre 2004

Produit intérieur brut (PIB) réel du Canada. Le PIB réel a progressé à un taux annualisé de 4,3 % au cours du deuxième trimestre de 2004, après avoir augmenté de 3 % au trimestre précédent. La croissance est principalement attribuable à la demande étrangère, puisque les exportations réelles ont augmenté de 21,6 %, les exportations nettes donnant lieu une croissance du PIB de 3,4 %. L'augmentation de la demande intérieure finale s'est modérée pour s'établir à 1,7 % par rapport à 5,9 % au premier trimestre, à mesure que la croissance des dépenses de consommation ralentissait. En ce qui a trait aux revenus, les bénéfices des entreprises ont augmenté de 28,6 %, après avoir progressé de 35,8 % au premier trimestre. Le revenu personnel disponible a augmenté de 8 %, comparativement à 6,6 % au trimestre précédent. Le taux d'épargne s'est accru, passant de 0,8 % au premier trimestre à 1,5 %.

PIB réel mensuel. Après une hausse appréciable en juin (0,4 %), le PIB réel mensuel s'est accru de 0,1 % en juillet. Il s'agit de la cinquième hausse mensuelle de suite au chapitre de l'activité économique. La production de biens a progressé de 0,2 % en juillet après une augmentation de 0,3 % en juin. Cette hausse reflète des hausses dans tous les secteurs, sauf celui de la construction. La production du secteur de la construction a reculé de 0,3 % en juillet – quatrième baisse mensuelle de suite –, mais est demeurée 2,3 % plus élevée que 12 mois plus tôt. La production du secteur de la fabrication s'est accrue de 0,3 % en juillet, après une poussée de 1,6 % en juin et une croissance pendant presque toute l'année 2004. Cette production était 5,9 % plus élevée qu'une année plus tôt. La production du secteur des services a augmenté de 0,1 % en juillet et de 0,5 % en juin. La progression des ventes de céréales et de matériaux de construction a entraîné une hausse du commerce de gros dans son ensemble (0,6 %), tandis que les dépenses au titre d'articles de prix unitaire élevé (p. ex., voitures, ameublement et produits électroniques) ont contribué à une progression de 0,5 % des ventes au détail. Les secteurs de l'enseignement, des transports et de l'entreposage ont accusé des pertes.

Perspectives économiques. Les perspectives économiques demeurent encourageantes. En effet, l'enquête du *Consensus Forecast* de septembre prévoit que la hausse du PIB réel au Canada passera de 2,0 % en 2003 à 2,9 % en 2004 et à 3,3 % en 2005. Par ailleurs, la croissance du PIB réel aux États-Unis devrait passer de 3 % en 2003 à 4,3 % en 2004, pour ensuite redescendre à 3,5 % en 2005.

Dépenses de consommation. L'augmentation des dépenses de consommation a ralenti, passant de 6,4 % au premier trimestre de 2004 à 1,3 % au deuxième. Les dépenses au titre des biens semi-durables se sont accrues de 2,3 %, par rapport à 15,7 % au premier trimestre, et celles au titre des biens durables ont progressé de 3,7 %, par rapport à 9,2 % au premier trimestre. Les dépenses au titre des biens non durables ont chuté de 1,1 % au deuxième trimestre, après avoir progressé de 5,3 % au trimestre précédent. Les dépenses au titre des services ont progressé de 1,7 %, après avoir augmenté de 4,9 % au premier trimestre.

Investissement dans l'habitation. L'investissement et l'activité dans le secteur de l'habitation ont continué à s'intensifier au deuxième trimestre de 2004, mais à un rythme plus lent. Après avoir connu une hausse de 12 % au premier trimestre, l'investissement résidentiel a progressé de 6,1 %. Cette tendance s'est maintenue au troisième trimestre. La vente de maisons existantes a baissé pour un quatrième mois de suite en juillet. La valeur des permis de construction résidentielle a chuté de 10,3 % en juillet, après avoir augmenté de 25,4 % en juin. Malgré une reprise en août, les mises en chantier en juillet et en août étaient à peine plus nombreuses qu'au deuxième trimestre.

Investissement des entreprises dans les machines et le matériel. Ce type d'investissement a progressé de 4,5 % au cours du deuxième trimestre, après une hausse de 9,6 % au trimestre précédent. Stimulé par la baisse des prix associée à l'appréciation du huard, l'investissement dans les machines et le matériel a augmenté de 4,5 % en 2003, après un recul de 1,2 % en 2002.

Bénéfices des sociétés. Les bénéfices des sociétés ont grimpé de 28,6 % (taux annualisé) au deuxième trimestre, après avoir progressé de 35,8 % au premier trimestre. Sous l'effet des bénéfices élevés des fabricants, des producteurs de pétrole et de gaz et des détaillants, les bénéfices des sociétés sont passés à 13,8 % du PIB au deuxième trimestre (par rapport à la moyenne historique de 10 %).

(suite à la page 7)

(suite de la page 5)

Tableau 3 : Part de l'emploi, selon certaines professions et la catégorie de travailleurs, 2003

Profession	Employés %	Total %	Propriétaires actifs d'une entreprise				Travailleurs familiaux non rémunérés %
			Constituée en société		Non constituée en société		
			Avec aide rémunérée %	Sans aide rémunérée %	Avec aide rémunérée %	Sans aide rémunérée %	
Gestion	7	20	43	17	27	11	—
Cadres supérieurs	1	0,4	1	—	—	—	—
Autres cadres	6	20	42	17	27	10	—
Affaires, finances et administration	19	10	9	14	7	9	23
Personnel professionnel en gestion des affaires et en finances	2	5	4	9	5	5	0,5
Personnel en finances, en secrétariat et en administration	5	3	4	4	2	2	12
Personnel de bureau et personnel de supervision du travail de bureau	12	2	1	2	1	2	10
Sciences naturelles et appliquées et professions apparentées	7	6	4	12	2	5	—
Secteur de la santé	6	5	5	2	12	4	—
Personnel professionnel des soins de santé et professionnels en sciences infirmières	3	4	5	1	11	2	—
Personnel technique et de soutien et personnel assimilé du secteur de la santé	3	1	0,4	0,3	0,3	1	—
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	8	4	2	3	6	4	—
Enseignants	4	1	0,1	0,3	0,4	1	—
Sciences sociales, administration publique et religion	3	3	2	2	6	3	—
Arts, culture, sports et loisirs	2	7	2	7	2	10	1
Ventes et services	27	19	10	14	14	25	20
Personnel de la vente en gros, technique, de l'assurance et de l'immobilier, des achats en gros et au détail et des achats de grains	3	6	6	9	4	6	—
Personnel de supervision, vendeurs, commis-vendeurs et caissiers des produits au détail	8	0,2	—	—	—	—	8
Chefs et cuisiniers, personnel de supervision et autre personnel des services des aliments et boissons	4	—	—	—	—	—	—
Personnel des services de protection	2	0,2	0,2	0,2	—	—	—
Personnel de soutien familial et de garderie	2	5	0,2	1	2	9	—
Personnel de la vente et des services non classé ailleurs	9	7	3	4	7	10	8
Métiers, conducteurs de matériel de transport et d'équipement lourd, et professions apparentées	14	16	14	17	15	18	6
Entrepreneurs et contremaîtres du personnel des métiers et des transports	1	5	12	2	10	1	—
Personnel des métiers de la construction	2	4	1	3	2	6	—
Conducteurs de matériel de transport et d'équipement lourd	4	4	1	7	1	6	—
Soutien des métiers, manœuvres en construction et de transport et personnel assimilé	2	0,2	—	—	—	0,2	—
Autres métiers	5	3	1	5	1	5	0,4
Professions propres au secteur primaire	2	12	8	11	13	13	44
Transformation, fabrication et services publics	9	2	3	2	2	1	—
Surveillants, conducteurs de machines et monteurs dans la fabrication	8	2	3	2	2	1	—
Manœuvres dans la fabrication et les services publics	2	—	—	—	—	—	—
Total, toutes professions¹	100	100	100	100	100	100	100

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, tableaux spéciaux, 2003.

¹ La somme de la part de l'emploi dans chacune des professions peut ne pas correspondre au total de 100 % car certaines données ont été supprimées.

FINANCEMENT

Changements dans la demande de financement par emprunt des PME

Le gouvernement continue de s'intéresser de près au financement des petites et moyennes entreprises (PME). En fait, en 2000, près de la moitié (49 %) des PME ont eu recours au financement par emprunt (défini comme étant les prêts commerciaux et les marges de crédit) pour exercer leurs activités commerciales.

Les données provenant de l'Association des banquiers canadiens et du Programme de recherche sur le financement des PME indiquent toutefois une diminution de 7 % de l'encours de la dette pour les PME – ramené de 48,2 milliards de dollars en 1998 à 45 milliards en 2002 (voir le tableau 4). Les PME n'utilisent pas tout le financement par emprunt que les banques mettent à leur disposition.

Tableau 4 : Montants autorisés et prêts en cours accordés aux PME par les banques à charte, 1995–2002

Année	Montants autorisés ¹	Montants des prêts en cours ²	Différence
	(en millions de dollars)	(en millions de dollars)	
1995	66 465	46 082	20 383
1996	66 635	45 962	20 673
1997	69 821	47 337	22 484
1998	71 485	48 192	23 293
1999	71 498	47 911	23 587
2000	70 501	46 296	24 205
2001	70 179	45 681	24 498
2002	70 789	45 020	25 769

Source : Association des banquiers canadiens (1995–1999); Programme de recherche sur le financement des PME — Statistique Canada, *Enquête auprès des fournisseurs de services de financement* (2000–2002).

¹ « Autorisation de moins d'un million de dollars » est une définition indirecte d'une PME.

² Au 31 décembre de chaque année, montant impayé sur une marge de crédit ou montant total de tout prêt en cours.

Selon le Conference Board du Canada¹, ce recul de la demande de financement par emprunt ne correspond pas forcément à une baisse de l'offre de capitaux aux PME. Bien que la conjoncture économique meilleure puisse expliquer cette tendance, il est également possible que d'autres formes de financement soient devenues plus attrayantes pour les PME. Par exemple, le marché canadien du capital de risque a connu une forte croissance entre 1996 et 2002 : les nouveaux capitaux réunis ont augmenté de 88 % et le nombre de fonds de capital de risque s'est accru de 117 %.

Le Programme de recherche sur le financement des PME – un partenariat entre Industrie Canada, Statistique Canada et le ministère des Finances Canada (www.strategis.ic.gc.ca/prf) – continuera à examiner cette tendance et le rôle d'autres sources de financement dans la croissance des PME canadiennes.

¹ Theresa Shutt et Pierre Vanasse. *A Changing Demand for SME Debt Financing?*, Conference Board du Canada, janvier 2001.

COUP D'ŒIL sur l'économie

Données au 30 juin 2004

(suite de la page 5)

Compte courant. Le compte courant a grimpé à 41,7 milliards de dollars (valeur annualisée) au deuxième trimestre, chiffre qui n'a été dépassé qu'une seule fois auparavant, enregistrant le 20^e excédent de suite. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse de l'excédent commercial au titre des marchandises, qui a atteint 80,2 milliards de dollars du fait que les exportations ont progressé davantage que les importations (10,1 % contre 7,8 %). L'augmentation des exportations est attribuable en grande partie aux produits automobiles, aux biens industriels et aux produits énergétiques. Le déficit au chapitre des services a régressé de 0,3 milliard de dollars pour s'établir à 11,7 milliards, tandis que celui se rapportant au revenu d'investissement a crû de 5,8 milliards de dollars pour atteindre 27,2 milliards, à mesure que les bénéfices des investisseurs directs étrangers ont augmenté de façon marquée.

Enquête sur la situation des entreprises (juillet). Selon l'Enquête, les perspectives de production des fabricants pour le troisième trimestre étaient plus optimistes qu'en avril. L'opinion prépondérante concernant les perspectives de production a augmenté de 3 points pour s'établir à 10 points en juillet, et ce, principalement en raison de l'optimisme soutenu dans 16 des 21 industries de fabrication, avec en tête les secteurs des produits chimiques et du matériel, ce qui donne à penser que la croissance du secteur de la fabrication devrait se poursuivre au troisième trimestre. Soixante-trois pour cent des fabricants s'attendaient à ce que leur production demeure stable et 23 % prévoyaient une hausse à ce chapitre. Quatre-vingt-huit pour cent des producteurs estimaient que leur effectif demeurerait le même ou qu'il augmenterait. Enfin, 78 % des fabricants n'ont fait état d'aucun obstacle à la production — par exemple, une pénurie de matières premières, comme l'acier, ou de main-d'œuvre qualifiée.

Emploi. Le nombre d'emplois a diminué de 7 000 en août, après une hausse de 9 000 en juillet. La pause dans la croissance de l'emploi au cours des deux derniers mois fait suite à une forte croissance (0,8 %) entre avril et juin (création de 130 000 emplois). Depuis août 2003, le nombre d'emplois a augmenté de 318 000 (2 %); cette hausse vise uniquement les postes à temps plein. Le taux de chômage est demeuré stable à 7,2 % en août, alors qu'il était de 7,3 % en juillet. Le taux de chômage a diminué après avoir atteint un sommet de 8 % en août 2003, mais il est en hausse par rapport au faible taux de 6,7 % atteint en juin 2000.

Indice des prix à la consommation (IPC). L'IPC a connu une croissance sur 12 mois de 2,3 % en juillet et de 1,9 % en août. Cette modération de l'inflation est principalement attribuable à un ralentissement de la hausse du prix de l'essence (7,8 % en août par rapport à 17,9 % en juillet). Le taux d'inflation de base, qui exclut les éléments de l'IPC dont le prix est le plus volatil et les taxes indirectes, a chuté de 1,9 % en juillet à 1,5 % en août, soit un niveau demeurant dans la fourchette cible officielle de 1 à 3 % visée par la politique monétaire.

Banque du Canada. Le 8 septembre, la Banque du Canada a augmenté son taux directeur de 25 points de base pour le porter à 2,25 %, ce qui indique que la croissance économique canadienne a été plus rapide au premier semestre de l'année que ne le prévoyait la Banque du Canada et que l'activité économique se rapproche maintenant de la capacité de production. On s'attend généralement à ce que la Banque augmente le taux dans les mois à venir. Le 21 septembre, la Réserve fédérale des États-Unis a augmenté le taux des fonds fédéraux de 25 points de base, le portant ainsi à 1,75 %. Depuis juillet, elle a relevé le taux de 75 points de base. Par suite de ces changements, l'écart entre le taux canadien du papier des sociétés non financières à 90 jours et le taux américain a été réduit d'environ 40 points de base depuis avril pour s'établir à environ 70 points le 28 septembre.

Dollar canadien. Le huard a clôturé à 0,793 \$US le 30 septembre 2004, un record depuis 11 ans. Le dollar canadien a amorcé une reprise après avoir atteint à la mi-mai un bas niveau, soit 0,712 \$US. Le huard s'était apprécié de 16,4 %, passant d'environ 0,670 \$US au début de janvier 2003 à son niveau le plus haut en dix ans, soit 0,780 \$US, atteint au début de janvier 2004. La reprise du dollar canadien reflète la bonne performance économique du pays par rapport aux États-Unis et le maintien du prix élevé des produits de base. De plus, les nouvelles préoccupations concernant les importants déficits budgétaires et commercial des États-Unis ont joué contre le dollar américain.

La rubrique « Coup d'œil sur l'économie » est préparée par la Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique d'Industrie Canada. Veuillez faire part de vos commentaires à Joseph Macaluso, par téléphone au (613) 954-3495 ou par courriel à l'adresse macaluso.joseph@ic.gc.ca.

FAITS *nouveaux*

Atelier sur les entreprises en croissance

La Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada travaille avec plusieurs partenaires – la Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique de Statistique Canada; le Programme d'aide à la recherche industrielle du Conseil national de recherches du Canada; et le gouvernement de l'Ontario – à un projet visant à analyser la croissance des entreprises canadiennes. Les participants à ce projet ont tenu le 29 septembre un atelier pour discuter de leurs conclusions, des enseignements tirés et des prochaines étapes.

L'atelier comprenait des analyses techniques et une discussion sur les grandes répercussions de ce travail sur les politiques. La discussion était généralement prospective et axée sur la recherche d'une définition commune de la croissance, sur

l'examen du rôle des compétences en gestion dans la croissance et sur le changement d'orientation, qui passe de la croissance de l'emploi à la productivité. Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'atelier ou le projet, veuillez communiquer avec David Halabisky, à l'adresse halabisky.david@ic.gc.ca.

Réunion des ministres responsables des petites et moyennes entreprises de l'APEC

Le Canada a participé à la 11^e réunion des ministres responsables des petites et moyennes entreprises de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) à Santiago, au Chili, les 6 et 7 octobre 2004. Le thème de la réunion, le développement de l'entrepreneuriat, était divisé en trois sous-thèmes : la réglementation, l'innovation et la technologie; les finances; et les ressources humaines. On peut obtenir plus de détails à l'adresse www.apec2004.cl.

Rapport *L'accent sur les entreprises*

Le rapport intitulé *L'accent sur les entreprises* examine la prestation de services publics aux entreprises selon le point de vue du milieu des affaires. L'étude, publiée en avril 2004, est le fruit de la collaboration entre plus de 20 organismes du secteur public de l'ensemble du pays, dont Industrie Canada.

Au cours des dernières années, les administrations publiques de tout le pays ont consacré beaucoup d'efforts à l'amélioration des services aux entreprises. Cependant, le secteur public ne disposait pas d'un instrument permettant aux entreprises de lui faire part directement de leurs expériences, de leurs attentes et de leurs priorités en matière d'amélioration des services. Menée auprès d'un échantillon représentatif de près de 6 000 entreprises canadiennes situées dans chaque province et territoire, l'étude *L'accent sur les entreprises* est le fruit d'un tout récent effort de collaboration visant à améliorer les services offerts au milieu des affaires. Elle trace, à l'intention des gestionnaires de services de la fonction publique dans l'ensemble du Canada, un plan d'amélioration des services. Pour en apprendre davantage, visitez le site www.iccs-isac.org.

Bulletin trimestriel sur la petite entreprise – Direction générale de la politique de la petite entreprise

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* est publié par la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada. Cette publication facile à lire donne un aperçu de la performance récente du secteur de la petite entreprise au Canada.

Veuillez faire parvenir vos commentaires à la rédactrice :

Annie Payant

Courriel : payant.annie@ic.gc.ca

Direction générale de la politique de la petite entreprise
Industrie Canada

235, rue Queen

Ottawa (Ontario) K1A 0H5

Téléphone : (613) 941-7628

Télécopieur : (613) 946-1035

Site Web : www.strategis.gc.ca/recherchepe

Autorisation de reproduction

À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication dans un but commercial, veuillez faire la demande par courriel (copyright.droitdauteur@communication.gc.ca).

ISSN 1205-9099

54146B



Contient 10 % de
matières recyclées